Revue de presse
Articles publiés entre le 24 février et le 28 février 2014



Coopération.....2
Sommet des chefs d'Etat et du gouvernement.....4
Desserte aérienne.....10
Développement durable.....11
Environnement.....15
Pêche.....18
Economie.....22
Tourisme.....25

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Une délégation de la COI reçue par le président de la Banque africaine de développement

23 février 2014

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka, a reçu, à Tunis, une délégation de la Commission de l'océan Indien (COI), conduite par son Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac.

Cette mission, qui s'est déroulée du 19 au 21 février 2014, a un double objectif : d'une part, renforcer la coopération entre la COI et la BAD, et, d'autre part, finaliser un programme d'appui au Secrétariat général de la COI piloté par l'Unité des Etats fragiles de la banque.

Lors des entretiens avec le président Donald Kaberuka, Jean Claude de l'Estrac a plaidé pour le renforcement de la coopération avec la banque. Il s'agit, pour la COI, d'étendre et de diversifier ses partenariats en faveur du développement de l'Indianocéanie. Actuellement, l'Union européenne est le principal partenaire de développement de l'organisation régionale qui finance environ les deux tiers de ses actions.

Donald Kaberuka a, quant à lui, assuré de l'implication de la banque au sein de la région indianocéanique. D'ailleurs, la BAD a formulé une stratégie régionale d'appui au développement en partenariat avec la COI. Cette stratégie définit le cadre d'action de la banque dans la région.

Le Secrétaire général de la COI a profité de cette rencontre au siège de la BAD pour inviter le président Donald Kaberuka au Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de la COI qui se tiendra en juillet 2014 à Moroni, aux Comores.

Outre le président de la BAD, la délégation de la COI a rencontré Zondo Thomas Sakala, vice-président chargé des programmes pays, régionaux et des politiques de la BAD, ainsi que SibryTapsoba, chef de l'Unité des Etats fragiles.

http://www.temoignages.re/une-delegation-de-la-coi-recue-par-le-president-de-la-banque-africaine-de-developpement,74738.html

Malaza 24/02/2014

Coopération

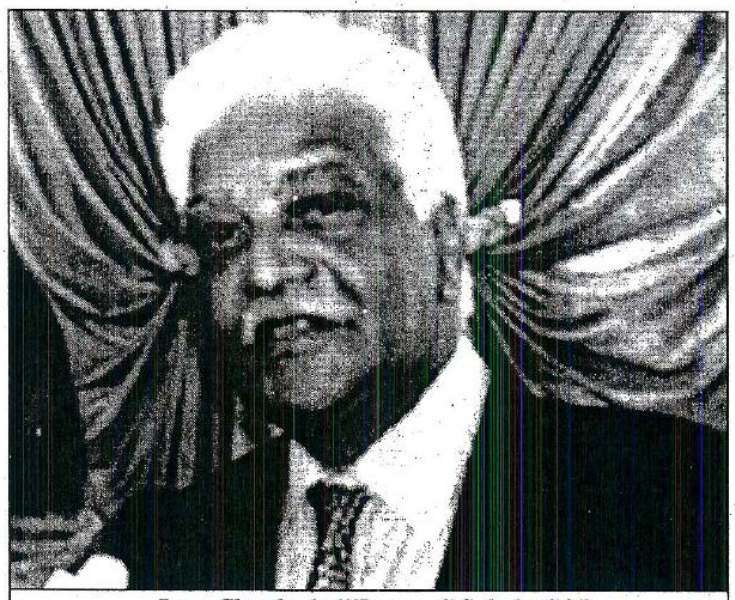
Une délégation de la COI reçue par le président de la BAD

Les relations économiques de Madagascar avec les partenaires et bailleurs de fonds, dont la BAD, sont au beau fixe.

Le président de la Banque Africaine de Développement (BAD), Donald Kaberuka, a reçu, à Tunis, une délégation de la Commission de l'Océan Indien (COI), conduite par son Secrétaire Général, Jean Claude de l'Estrac. Cette mission, qui s'est déroulée du 19 au 21 février dernier consistait, d'une part, à renforcer la coopération entre la COI et la BAD et, d'autre part, à finaliser un programme d'appui au Secrétariat Général de la COI, piloté par l'Unité des Etats fragiles de la banque.

Lors des entretiens avec le président Donald Kaberuka, Jean Claude de l'Estrac a plaidé pour le renforcement de la coopération avec la banque. Il s'agit, pour la COI, d'étendre et de diversifier ses partenariats en faveur du développement de l'Indianocéanie. Actuellement, l'Union européenne est le principal partenaire de développement de l'organisation régionale qui finance environ les deux-tiers de ses actions.

Donald Kaberuka a, quant à lui, assuré de l'implication de la banque dans la région indianocéanique. D'ailleurs, la BAD a formulé une stratégie régionale d'appui au développement en partenariat avec la COI. Cette stratégie définit le cadre d'action de la banque dans la région.



Jean Claude de l'Estrac, SG de la COI (photo : archives)

BAD / Madagascar

En dépit de la crise, la BAD n'a pas interrompu ses relations avec la Grande île. A Toliara, au mois de Janvier dernier, le Représentant Résident de la BAD dans la Grande île, Abdelkrim Bendjebbour, a fait savoir dans le futur moyen terme, qu'il va falloir se mettre d'accord avec le gouvernement en place pour définir ensemble les stratégies pour déterminer les axes prioritaires d'intervention. La stratégie post-crise devrait s'orienter en premier vers le social, mais également, les infrastructures de base et l'énergie, notamment, électrique pour permettre d'améliorer le climat des affaires.

La Grande île a des besoins financiers importants pour redresser sa situation économique. A elle seule, la BAD ne peut couvrir ces besoins. Il faut des actions conjointes et coordonnées des partenaires techniques et financiers. Abdelkrim Bendjebbour a confié, il y a une semaine, que la BAD a mené un lobbying pour que Madagascar puisse bénéficier d'un statut d'Etat fragile lui permettant de bénéficier de fonds additionnels.

C.R

Constellation-business.com 23/02/2014

Le ***communiqué de presse*** faisant suite à la mission de la délégation COI auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), qui s'est déroulée à Tunis, du 19 au 21 février 2014.

http://www.constellation-business.com/depeche-du-23022014-coi-communique-de-presse-faisant-suite-a-la-mission-de-la-delegation-coi-aupres-de-la-banque-africaine-de-developpement-bad/

Sommet des chefs d'Etat et du gouvernement

LINFO.RE

Hollande à Mayotte et aux Comores en juillet

24/02/2014



Le président français François Hollande devrait se rendre aux Comores en juillet pour assister au sommet de la Commission de l'Océan indien (COI). Une visite à Mayotte pourrait également s'inscrire dans son agenda.

Le président français François Hollande aurait répondu favorablement à l'invitation du président des Comores, Ikililou Dhoinine : il devrait donc participer au_4è sommet de la Commission de l'Océan indien (COI)_qui se déroulera à Moroni le 26 juillet prochain. Mais le déplacement du président de La République française ne sera pas confirmé avec la mi-juillet.

Suite à cette visite aux Comores, un déplacement à Mayotte devrait logiquement s'imposer dans l'agenda du chef de l'Etat français, étant donné le différend territorial qui oppose la France aux Comores.

Une fois encore : les informations autour de ce déplacement se précisent mais ne seront confirmées officiellement qu'à l'approche du sommet de la COI, probablement vers la mi-juillet.

Comores Actualités rappelle de son côté que Nicolas Sarkozy avait lui aussi l'intention de faire escale à Moroni en janvier 2010 après son passage à Mayotte, mais « *le président de l'époque Ahmed Mohamed Abdallah Sambi avait donné comme préalable à une venue du président français dans la capitale comorienne, l'abolition du visa d'entrée à Mayotte* ». Une condition ayant conduit à l'annulation de ce voyage présidentiel.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/617205-Hollande-a-Mayotte-et-aux-Comores-en-juillet

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

En marge du sommet de la Commission Océan Indien aux Comores
François Hollande à Mayotte en juillet

24/02/2014

D'après le journal France Mayotte, le président de la République François Hollande devrait être en visite sur l'île aux parfums à la fin du mois de juillet 2014, en marge du sommet de la Commission Océan Indien (COI) qui aura lieu le 26 juillet aux Comores et auquel il s'était engagé à participer. Le président "souhaiterait effectuer une escale à Mayotte, soit avant, soit après le sommet", écrit le quotidien mahorais.



"Selon nos informations prises du côté de l'Elysée, le rendez-vous serait bel et bien inscrit dans l'agenda prévisionnel du président", indique France Mayotte. François Hollande tiendrait ainsi à passer par le 101ème département en marge du sommet de la COI qui doit se tenir à Moroni le 26 juillet. Un sommet au cours duquel le président de la République

devrait "demander aux pays membres l'adhésion officielle de Mayotte à la Commission Océan Indien", ajoute le quotidien mahorais.

http://www.ipreunion.com/photo-du-jour/reportage/2014/02/24/en-marge-du-sommet-de-la-commission-ocean-indien-aux-comores-francois-hollande-a-mayotte-en-juillet,24406.html

Réunion 1ère

Le 4ème sommet de la commission de l'océan Indien en présence de François Hollande

24/02/2014 Par Fabrice Floch

La Commission de l'océan indien fête ses trente ans en organisant son 4ème sommet en juillet aux Comores. François Hollande, président de la République française, assistera à l'évènement. Une participation confirmée par l'Elysée.



La nouvelle est confirmée par l'Elysée à la présidence des Comores, François Hollande, président de la République française, assistera, en juillet, au 4ème sommet de la COI (**C**ommission de l'**O**céan **I**ndien). Pour l'occasion le chef de l'Etat devrait faire escale à Mayotte, dernier département d'outre-mer à avoir vu le jour, malgré l'opposition des Comores qui revendique toujours cette île de l'archipel. En revanche, si un passage de François Hollande àLa Réunion a été évoqué, il n'a pas encore été confirmé.Pour ce 30ème anniversaire, la commission pourrait être transformée en communauté. Ikililou Dhoinine, président de l'archipel des Comores qui sera l'hôte de ce rendez-vous, pourrait proposer d'examiner les demandes du Sri-Lanka et des Maldives. Deux Etats qui ont exprimés un vif intérêt pour la COI.

Les liaisons aériennes hors de prix

Pour l'occasion, il sera également question d'argent. L'Europe, principal bailleur de fonds (70% des sommes versées), conditionne sa participation à la COI à l'implication financière des pays membres. L'enveloppe est donc proportionnelles aux sommes versées par les adhérents. Au cœur des discussions, les actions communes envisagées par les pays membres en matière maritime, numérique, audiovisuelle et aérienne. Sur ce dernier point des efforts doivent être effectués. Les liaisons régionales dans l'océan Indien sont en moyenne 185% plus chère, au kilomètre, que

dans les Caraïbes. Un point noir qui plombe le tourisme dans la région et refroidi les tours opérateurs.

http://reunion.la1ere.fr/2014/02/24/le-4eme-sommet-de-la-commission-de-l-ocean-indien-en-presence-de-francois-hollande-125207.html

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

Hollande en visite à Mayotte et aux Comores



L'Élysée a confirmé que le président Hollande avait répondu favorablement à l'invitation du président des Comores à se rendre au sommet de la COI qui doit avoir lieu le 26 juillet. En toute logique, le président fera aussi une visite à Mayotte. Cette dernière ne saurait être un appendice a ce déplacement au Comores compte tenu du litige qui oppose la France et les Comores, précise le château. Un déplacement qui se précise mais qui ne se confirmera définitivement qu'a la mi-juillet.

http://www.clicanoo.re/407239-l-elysee-confirme-le-deplacement-de-hollande-a-mayotte-et-aux-comores.html

Comores-Actualités

François Hollande au sommet de la COI qui se tiendra aux COMORES



Selon fxgpariscaraibe.com : " L'Elysée a confirmé que le président Hollande a répondu favorablement à l'invitation du president des Comores, Ikililou Dhoinine, à se rendre au sommet de la Commission de l'Océan indien qui doit avoir lieu le 26 juillet à Moroni. En toute logique, le Président de la République fera aussi une visite à Mayotte. Le déplacement sur l'archipel français ne saurait être un appendice à ce voyage aux Comores compte tenu du litige qui oppose la France et les Comores, a précisé le Château.

Un déplacement qui se précise, mais qui ne se confirmera définitivement qu'à la mi-juillet. FXG, à Paris "
Au mois de novembre dernier, le site officiel de la présidence des Comores (beit-salam.km) avait publié un article mensonger tout de suite démenti par la préfecture de Mayotte, indiquant que " T**rente huit ans après l'indépendance des Comores, la France a enfin reconnu que les quatre îles sont une seule nation avec la même religion, la même langue, et qu'elles ont été colonisées en tant qu'une seule entité."** (Si cet article a été depuis supprimé sur le site officiel de la présidence des Comores, on peut continuer à le lire ici : Le-mensonge de Beit-Salam). En tout cas ce gros mensonge prouve l'ambiguïté de la position des autorités comoriennes actuelles sur ce différend franco-comorien.

En janvier 2010, Nicolas Sarkozy avait souhaité se rendre à Moroni après son voyage à Mayotte, mais le président de l'époque AHMED MOHAMED ABDALLAH SAMBI avait donné comme préalable à une venue du président français dans la capitale comorienne, l'abolition du visa d'entrée à Mayotte contraire au droit international et source de plusieurs milliers de morts comoriens depuis son entrée en vigueur.

http://www.comores-actualites.com/actualites-comores/francois-hollande-au-sommet-de-la-coi-qui-se-tiendra-aux-comores/

Comores-infos
Toute l'actualité comorienne

François Hollande sera en visite aux Comores en juillet



Le président François Hollande assistera au sommet de la COI qui aura lieu aux Comores le 26 juillet selon l'Élysée.

Le président français a répondu favorablement à l'invitation du président de la république, Ikililou Dhoinine pour assister au 4e sommet de la Commission de l'Océan Indien qui se tiendra à Moroni.

François Hollande se rendra également à l'île comorienne de Mayotte (Administrée par la France) après son passage à Moroni.

Mais avec le génocide causé par « le visa Balladur », un visa qui ne cesse de faire des morts, il n'est pas dit qu'un accueil chaleureux lui sera réservé par la jeunesse comorienne.

http://www.comores-infos.net/francois-hollande-sera-en-visite-aux-comores/

Al-Watwan du 25/02/2014

Le président de la Bad invité à Moroni

Le président de la Banque africaine de développement (Bad), Donald Keberuka, pourrait bien effectuer une visite à Moroni en juillet prochain à l'occasion du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan indien (Coi). Une invitation lui a été officiellement adressée par le secrétaire général de l'organisation régionale, Jean Claude de l'Estrac, qui revient d'une mission de travail de trois jours au siège de la Bad à Tunis.

L'objectif de ce déplacement était, *«d'une part, de renforcer la coopération entre la Coi et la Bad et, d'autre part, de finaliser un programme d'appui au secrétariat général de la Coi piloté par l'Unité des Etats fragiles de la banque»*, lit-on dans le communiqué publié par le service de communication de la Coi.

Le souci majeur de la Coi est de *«diversifier ses partenariats»* au lieu de ne dépendre que de l'Union européenne, qui assure aujourd'hui l'essentiel du financement des projets de l'organisation, soit les deux tiers.

Le patron de la Bad a promis une plus grande implication de la banque en faveur du développement de la région indianocéanique.

Les deux parties avaient signé en septembre 2009 un aide-mémoire dans lequel il était déjà question de *«consultations bilatérales visant le renforcement de la collaboration entre les deux institutions»*. Le groupe de la Bad avait alors exprimé son intérêt quant au rôle de coopération régionale que joue la Coi, et *«souligné les opportunités et les potentialités des territoires»*.

L'ancien Sg de la Coi, Callixte d'Offay, avait, lui, mis en avant les *«différents domaines d'intérêt et de coopération avec la Banque, notamment le renforcement des capacités en vue d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, le développement de la phase II du projet de lutte contre le Vih-Sida, pour y inclure la lutte contre la consommation des stupéfiants; l'exploration de politiques visant une meilleure intégration des îles et le développement durable, le développement et l'appui pour la mise en oeuvre d'une stratégie pour le genre, et le développement des projets d'infrastructures, notamment l'interconnexion sous marine et les ports»*.

Il faut dire que la Bad a appuyé la tenue en juillet 2010 à La Réunion de la cinquième rencontre des femmes entrepreneurs de l'Océan indien.

Mi

Desserte aérienne

Maurice : vers une ligne aérienne régionale ?

25/02/2014



Air Mauritius ne cache pas son scepticisme face au projet de la Commission de l'océan Indien (COI) de créer une compagnie aérienne régionale pour desservir les Etats membres de l'organisation.

La Commission de l'océan Indien (COI) avait évoqué dernièrement un projet de création d'une compagnie aérienne régionale reliant les îles de l'Océan Indien. Deux options avaient été avancées, dont la première consistait à orchestrer la fusion des compagnies aériennes existantes, à savoir, Air Mauritius, Air Madagascar, Air Austral et Air Seychelles. Et la deuxième option prévoit la recherche d'un partenaire stratégique.

Alors que ce projet fait son chemin depuis plusieurs mois, Air Mauritius s'est montrée sceptique quant à sa faisabilité et a laissé entendre qu'il ne faudra pas compter sur elle pour le mettre en œuvre. La compagnie mauricienne ne cache pas qu'elle a d'autres priorités actuellement, celle de redresser sa situation financière notamment.

"Air Mauritius se trouve dans une situation assez difficile en ce moment. Si on avait atteint une vitesse de croisière, on aurait pu considérer cette idée", a affirmé le président du conseil d'administration d'*Air Mauritius*, Dass Thomas, dans les colonnes de l'Express de Maurice.

« De toute façon, cette décision incombe plus au gouvernement. Pour le moment, il s'agit de consolider les bases détruites durant ces années. On

ne peut pas laisser Air Mauritius périr pendant qu'on crée cette compagnie régionale », a-t-il ajouté.

Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, persiste de son côté à aller de l'avant dans ce projet, dont il est l'un des initiateurs-clé : « *…le statu quo n'est pas une option ! Le temps des décisions et de l'action est venu. C'est aux pays membres de la COI et aux transporteurs de l'Indianocéanie, avec le concours du secteur privé, de décider de la formule qui sied le mieux à nos économies.* »

En janvier 2013, Jean-Claude de l'Estrac avait déclaré que les compagnies aériennes desservant la zone Océan Indien « *devraient pouvoir mutualiser leurs ressources pour offrir des lignes moins chères* ». Car selon lui, « *Il n'est pas normal de payer aussi cher pour visiter les îles voisines* ». La preuve, « *Au kilomètre, nous sommes les plus chers au monde. C'est un scandale* », s'était-il insurgé faisant référence notamment au prix actuel d'un vol entre La Réunion et Maurice.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/392-Economie/617475-Maurice-vers-une-ligne-aerienne-regionale

Développement durable

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Lancement officiel de l'Année internationale des petits Etats insulaires en développement

25 février 2014

60% des investissements annuels pour réparer les dégâts d'un cyclone, c'est le cas de 14 îles. Cela montre toute la vulnérabilité de nos pays aux effets du changement climatique. Un un communiqué de presse des Nations Unies, de l'Union européenne et de la Commission de l'océan Indien explique les enjeux de l'Année internationale des petits Etats insulaires en développement.



L'année internationale des petits Etats insulaires en développement (PEID) a été officiellement lancée ce 24 février 2014 par le Secrétaire Général des Nations Unies à New York.

Cette célébration a été décidée par la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptée en 2012, demandant à toutes les parties de promouvoir des actions à tous les niveaux pour l'achèvement du développent durable des PEID. Les évènements qui l'accompagneront visent à attirer l'attention sur les défis spécifiques rencontrés par les petits Etats insulaires dans la recherche du développement durable, et à mettre en valeur leurs réalisations et leurs acquis ainsi que leur patrimoine culturel et écologique.

Par ailleurs, la troisième conférence internationale sur les PEID qui se tiendra du 1er au 4 septembre 2014 à Apia, Samoa, constituera un événement essentiel cette année. Elle aura comme thème « Pour un développement durable des PEID fondé sur des partenariats véritables et durables ». « La Commission de l'océan Indien contribuera à faire de la Conférence de Samoa une avancée majeure après celle de La Barbade, en 1994, et de Maurice, en 2005 » assure Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de l'organisation. La COI plaidera ainsi pour un traitement différencié et spécifique des PEID de la part de la communauté internationale, notamment dans le cadre du partenariat mondial pour le développement post-2015.

Sensibilité au changement climatique

L'année internationale et la troisième conférence internationale sur les PEID permettront de focaliser l'attention du monde entier sur les problèmes et les défis spécifiques rencontrés par les petits Etats insulaires en développement.
En effet, les PEID sont particulièrement vulnérables et ont une faible capacité de résistance du fait de leur surexposition aux chocs extérieurs, leur sensibilité au changement climatique et aux catastrophes naturelles, l'impact sur leur biodiversité, leur dépendance aux ressources naturelles et marines, les niveaux croissants d'insécurité alimentaire, les problèmes sociaux et de sécurité, les défauts d'accès à l'énergie, ... En outre plusieurs d'entre eux souffrent de leur petite taille, de leur éloignement

géographique, de leur isolement par rapport aux marchés et de leurs faibles capacités institutionnelles.

Dans le cas des catastrophes naturelles, le bilan 2013 sur la réduction du risque de catastrophes indique que sur 16 pays où les dégâts causés par les cyclones tropicaux représenteraient plus de 60% de l'investissement national annuel, 14 sont des îles. Dans le cas des PEID, c'est l'ensemble du pays qui est affecté en cas de catastrophe naturelle. Cette situation déjà alarmante s'aggrave avec l'accroissement du nombre et de l'intensité des catastrophes naturelles qui accompagne le changement climatique.

Des initiatives dans les îles

Sur le plan économique, « les petits États insulaires en développement sont généralement les pays qui ont le moins d'options à l'égard de la viabilité économique » précise James Alix Michel, Président de la République des Seychelles. C'est dans ce contexte que Ban Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations-Unies, a déclaré que « nous devons davantage prendre en compte les problèmes auxquels les PEID font face. Tous les PEID sont exposés à des risques élevés et à des menaces pour l'environnement, tout particulièrement en raison du changement climatique. »

Face à ces défis, les PEID ont fait preuve de leadership dans la lutte contre les urgences mondiales grâce à l'innovation, l'ingéniosité et l'utilisation des connaissances traditionnelles. De la création d'un fonds unique (SIDS DOCK) pour les projets d'énergie propre, au renforcement de la capacité d'adaptation dans les secteurs basés sur les ressources naturelles, tout en passant par l'utilisation des nouvelles technologies, les PEID ont démontré qu'ils sont à l'avant-garde des efforts pour protéger notre planète.

Des partenariats

L'Union européenne reconnait depuis longtemps les difficultés et les défis rencontrés par les PEID : « Si quelqu'un doute encore de l'urgence d'une action globale concernant le climat et le développement durable dans leur dimension économique, sociale et environnementale, il suffit de regarder les PEID et les vulnérabilités spécifiques – et parfois même les défis existentiels - auxquelles ils doivent faire face », a déclaré José Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne. L'Union européenne et ses Etats membres soutiennent financièrement et participent activement aux programmes et partenariats pour le développement durable des PEID, comme le programme ISLANDS de la COI, et veulent accroitre la coopération avec ces pays dans un cadre plus stratégique. « Je vois l'UE et les PEID comme des partenaires naturels et égaux sur des sujets mondiaux essentiels qui, par définition, n'ont pas de frontières et sur

lesquels nos positions convergent », a également déclaré le Président de la Commission européenne

http://www.temoignages.re/l-annee-des-iles-sous-le-signe-de-l-adaptation-au-changement-climatique,74790.html

Le DefiMedia 24/02/2014



Intégration régionale

Les défis économiques des petits États insulaires en développement

L'île Maurice, en tant que petit État insulaire en développement (PEID - SIDS), fait face à des défis économiques que n'ont pas à relever les pays continentaux. Parce que les économies de ces PEID sont davantage tournées vers l'étranger, notamment l'Europe, l'Asie, les États-Unis et de plus en plus, l'Afrique dans le cas de Maurice, les crises économiques globales s'y font particulièrement ressentir. Par ailleurs, les PEID sont également vulnérables aux catastrophes naturelles, qui ont de lourdes conséquences sur leurs économies. L'éloignement géographique est un autre obstacle pour atteindre de nouveaux marchés étrangers.

C'est pour mettre un coup de projecteur sur ces défis, ainsi que pour y trouver des solutions que les Nations unies ont décrété 2014 comme l'année des PEID. En sus des défis économiques, elle a également pour tâche d'attirer l'attention sur le développement durable au sein des PEID, ainsi que sur leurs patrimoines culturels et écologiques. Le point d'orgue de cette année est la conférence internationale sur les PEID qui se tiendra du 1er au 4 septembre 2014 à Apia, Îles Samoa. Le thème de cet événement est «Pour un développement durable des PEID fondé sur des partenariats véritables et durables». « La Commission de l'océan Indien (COI) contribuera à faire de la Conférence de Samoa une avancée majeure après celle de La Barbade, en 1994, et de Maurice, en 2005 », affirme Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI. Dans le contexte de cette conférence, la COI fera un plaidoyer auprès de la communauté internationale pour que cette dernière accorde un traitement différencié et spécifique aux PEID.

Pour en revenir aux défis économiques des PEID, la COI a, pour sa part, envoyé une délégation menée par Jean-Claude de l'Estrac rencontrer le président de la Banque africaine de développement (BAD), Donald Kaberuka, à Tunis, en Tunisie. Cette mission s'est déroulée du 19 au 21 février dernier. Les enjeux étaient de plaider pour un renforcement de la coopération de la BAD auprès de la COI et de finaliser un programme d'appui par l'Unité des États fragiles de la BAD. Donald Kaberuka a donné son assurance quant au soutien de la banque à la commission.

Patrice Donzelot

Environnement

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Al-watwan 27/02/2014

Les défis environnementaux évoqués à Mwali

L'atelier de haut niveau sur le Parc marin de Mwali (Pmm), tenu samedi dernier à Nyumashiwa, avait à l'ordre du jour des points sur des problèmes environnementaux, dont certains ont été longuement débattus et parfois avec passion, sans que pour autant un début de solution soit trouvé. Il s'agit plus particulièrement de la coupe de bois. Celle-ci prend de plus en plus de l'ampleur dans l'île à mesure que se développe, surtout dans la zone terrestre du Pmm, la culture d'Ylang-ylang réputée vorace en bois pour ses besoins de distillation.

Il est aujourd'hui admis que c'est cette culture, qui est à l'origine d'une certaine désertification des régions de Ndzuani, n'est pas loin d'en faire autant à Mwali. Mais le sujet n'est débattu, dans l'île, qu'avec doigté en impliquant des très hautes personnalités.

Les pistes proposées, à savoir l'usage des produits pétroliers ou le gaz, ne semblent pas être bien accueilli par les distillateurs qui soulèvent un réel problème de coût pour des nouvelles installations et d'achat de carburant. Les professionnels du secteur soutiennent avec force que ce qui fait l'originalité des essences d'ylang comorien, c'est leur caractère bio.

L'usage du sable marin et gravillon pour les besoins de la construction est l'autre épine. Il n'est pas sans conséquences sur la qualité des ouvrages et maisons, notamment les dalles et autres poteaux car la salinité de ces matériaux ne fait pas bon ménage avec le fer qui finit par être anéanti par la rouille et provoquer des irrémédiables fissures.



Chaarane Mohamed

Payer plus cher

Le manque d'une unité de concassage dans l'île n'arrange pas les choses. Pour pouvoir se procurer des produits concassés, il fallait être une entreprise, payer plus cher le mètre cube par rapport aux prix pratiqués à Ngazidja. La solution serait d'inciter un privé à s'y installer mais les professionnels ne voient pas d'un bon oeil la mobilisation d'une grosse unité de concassage en raison de l'étroitesse du marché insulaire. Une cocasse idée de faire venir ces produits, à partir de Ngazidja, embarqués dans des navires de type chaland, aurait surgi. Elle est loin d'être loufoque puisque les Mohéliens ont montré l'exemple, avec Colas, d'être prêts à payer un peu plus cher pour se procurer des matériaux concassés.

Enfin, reste l'arlésienne de la déforestation mais là tous les acteurs sont unanimes pour affirmer que seule une ferme volonté politique permettrait de venir à bout de ce qui ressemble, de plus en plus, à un fléau avec comme corolaires des conflits communautaires en perspectives. Tous ces problèmes, dans la perspective des changements climatiques qui font planer des graves menaces sur les petits pays insulaires, doivent trouver les solutions appropriées et ce, à brève échéance.

Mohamed N. Riziki

Al-watwan 25/02/2014

Réflexion autour de la survie du Parc marin de Mwali

La survie du Parc marin de Mwali (Pmm) a fait l'objet d'une réunion de concertation de haut niveau, présidée par le chef de l'Etat, samedi dernier au Laka Lodge de Nyumashiwa. La rencontre a été honorée de la présence des membres du gouvernement, des gouverneurs des îles, des commissaires de Mwali ainsi que les principaux bailleurs (Pnud, Afd...) et des représentants des Ong engagées dans la protection de l'environnement. Des responsables militaires, de la police et de la justice ont été également présents pour justifier l'importance du sujet.

En ouvrant les travaux de la réunion, le président Ikililou Dhoinine a tenu à préciser que, *«malgré sa dénomination qui indique juste son emplacement géographique, le Parc marin de Mwali est une aire protégée nationale et non une institution insulaire et encore moins villageoise»*.

Le chef de l'Etat a exprimé *«sa volonté d'accompagner le processus conduisant à un renouveau du Pmm»* et félicité *«des associations de défense de l'environnement luttant quotidiennement pour sa survie»*.

Le ministre de l'Environnement a évoqué les négociations en cours avec les partenaires pour la création d'autres zones protégées dans le périmètre du Karthala et la zone du coelacanthe à Ngazidja; la zone du Mont Tringui et la presqu'île de Bimbini à Ndzuani; et l'extension vers la partie terrestre de ce parc existant à Mwali.

Abdou Nassur Madi a, en outre, informé que le financement du Pmm à hauteur de trois millions d'euros par l'Afd lui aurait été confirmé par le ministre français à l'Ecologie en décembre dernier à Paris, lors de la conférence internationale sur les aires marines protégées. *«La mise en valeur du Parc marin peut servir, à moyen terme, de moteur de croissance socio-économique de l'île de Mwali, en général, grâce à des activités génératrices de revenus qui peuvent être créées»*, a-t-il indiqué.



Les contraintes, rencontrées par le Parc marin, ont été énumérées par son directeur et des solutions ont été suggérées. Le débat qui a suivi les discours a été riche en suggestions et propositions visant à viabiliser le Pmm, notamment la possibilité d'accueillir des plaisanciers désireux d'admirer la nature. Les questions de sécurité et sûreté ont été abordées également et des recommandations formulées. Le chef d'Etat-major de l'And s'est montré convaincu de la nécessité de cette mission et ses hommes n'attendent que des directives claires à exécuter. Le financement du Parc a largement occupé les débats. Ainsi, il a été suggéré la création d'un fonds fiduciaire qui servirait à financer les actions de protection de l'environnement, en général, et le Parc marin, en particulier.

Il a été proposé aussi l'imposition d'une taxe sur les emballages, couche-culotte et sachets en plastique, tout comme une redevance de 200 à 300 francs par billet d'avion. L'épineux problème de la gestion des déchets, une question d'envergure nationale, devait clôturer cette journée de réflexion à Nyumashiwa.

Mohamed N. Riziki

Le Parc marin de Mwali est une zone marine de 404 ha englobant une dizaine de villages de 17.000 habitants. L'aire protégée fait face à un certain nombre de défis majeurs dont la conservation de 4.000 ha de récifs coralliens, 15 champs herbiers comprenant 5 espèces différentes, 91 ha de mangroves sur les 108 du pays avec les 7 espèces de palétuviers identifiés en Afrique de l'est, 45 plages où l'on observe annuellement 30.000 montées de tortues marines en quête de ponte, des baleines et dauphins, 7 ilots et rochers offrant un abri à des milliers d'oiseaux de différents espèces. Il y a, enfin, la présence de la chauve-souris de Livingstone, une espèce endémique présente seulement dans la forêt primaire de Mwali et à Ndzuani.

Itsamia poursuit la protection de la tortue marine

Le coordinateur chargé de la sensibilisation de l'Association pour le développement socio-économique d'Itsamia (Adsei), Iftahou Toiliha Romli, accompagné de trois autres jeunes animateurs de sa structure, est actuellement en tournée à Ngazidja pour sensibiliser les communautés sur les risques liés à la disparition de la tortue marine. Cette visite dans les écoles et les villages, jugés sensibles, s'inscrit dans le cadre de la journée de la tortue qui a lieu tous les 28 mai à Itsamia.

Selon Iftahou Toiliha Romli, certains villages sont considérés comme sensibles du fait que la tortue y est consommée par la population locale. Ainsi, dans ses déplacements autour de l'île de Ngazidja, ce dernier dénonce ces pratiques devenues *«légitimes et habituelles»*. *«Et pour lutter et endiguer ces manières, nous expliquons à la population tous les dangers liés à la consommation de la tortue, dont la transmission de la fibroppapilomatose»*, a ainsi déclaré Iftahou Toiliha Romli.

Et, outre les risques relatifs à la santé, il y a aussi les bénéfices économiques dus aux nombreux touristes en visites à Itsamia afin de voir les tortues marines. Par conséquent, *«nous appelons les gens, associations et autres Ong sensibles à cette cause à venir nous rejoindre et nous accompagner dans nos démarches»*, a-t-il martelé.

Créée en 1991, l'Association pour le développement socio-économique d'Itsamia a, pour mieux atteindre tous ses objectifs, développé de nombreux partenariats avec des associations de la région Océan indien («Kelonia» de l'île de la Réunion, «Les Naturalistes de Mayotte»…) militant pour la même cause, et des Organisations non gouvernementales (Pnud, projet Wio-Lab…), entre autres.

Abdallah Mzembaba

Seychelles NATION

Mancham at World Ocean Summit

28-February-2014

Former President James R. Mancham, who is at the moment attending the World Ocean Summit in San Francisco, USA, has welcomed the declaration of the US Secretary of State John Kerry that the US will eventually become a signatory to the law of the sea convention and that meanwhile it will operate within the spirit of the convention.

Opening the World Ocean Summit at the prestigious Ritz Carlton Hotel in Half-Moon Bay, San Francisco, Mr John Micklethwait, Editor-in-Chief of *The Economist* which is hosting the conference with the support of the National Geographic, recalled that the first World Ocean Summit was held in

Singapore in 2012 with the aim of bringing together the ocean community to explore new ideas about how to manage the growing human impact on the world ocean more sustainably and how to return the seas to health.

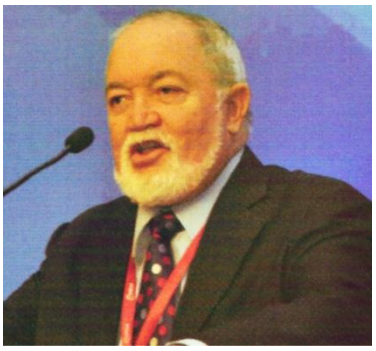
In a special tele-address from Buckingham Palace H.R.H. Prince Charles told the 320 delegates attending the summit that the latest science is telling us that the oceans and its eco-systems are degrading more seriously and more rapidly than had been previously understood. "Overfishing, pollution and climate change are largely to blame. Even so there remains much we do not know about the complex interactions of ocean, atmosphere and earth eco-systems, and how human induced changes have further manifest themselves. As we ponder the new evidence, human activity in and around the seas intensifies, government and companies alike are turning to the ocean to drive new economic growth, and deliver new sources of food, commodities, energy and employment. The common mantra is that they will do so in a sustainable way," the Prince declared.

In two notable interventions during the plenary session of the summit, former President Mancham spoke about President Michel's vision for the 'Blue Horizon'.

"Whilst one of the primary objectives of the World Ocean Summit is to develop a 'Blue Economy' at a global level in order to ensure the sustainability of the planet, Seychelles' development of a 'Blue Economy' is about building a future for Seychelles based on sustainability, resilience and responsibility. This bold and opportune initiative is proof that Seychelles is online with today's realities," Mr Mancham stated.

However, he elaborated that if the 'Blue Economy' philosophy is to succeed globally, regionally and locally, it is important for it to be put "within a legal framework" so that laws and regulations are not only made but also practically enforceable. Mr Mancham therefore questioned whether in the circumstances of today there was a need for a World Ocean Body beyond the current structures of the United Nations.

Dr Lida Pet-Soede, senior representative of the Global Marine Programme of the World Wildlife Fund (WWF), expressed strong appreciation of Seychelles leadership in signing the Port State Measures Agreement (PSMA) and the desire of WWF to amplify that leadership by joining Seychelles in spearheading an effort towards region-wide ratification of the PSMA.



At a gala dinner hosted by the National Geographic, former President Mancham had long discussions with H.H. Prince Albert of the Principality of Monaco, when he brought up the possibility of Monaco supporting the realisation of an Aldabra Centre on Mahé. Prince Albert has confirmed that he will be visiting Seychelles later this year where he hopes to meet the President and other leading figures in the country before taking a Seychelles holiday "en famille".

In a statement issued from his hotel in San Francisco last night, Mr Mancham praised *The Economist* for projecting the importance of the oceans in the sphere of global development. "We have started the debate and must recognise that the oceans of the world which are all inter-connected and therefore constitute one ocean is man's last frontier to penetrate and exploit. We must treat the oceans with respect and understanding because it constitutes the most important factor of the Earth's eco-system."

http://www.nation.sc/article.html?id=240854

Pêche

AfricaMONEY
Africa is open for business

IOC members increase collaboration in fight against illegal fishing



The aim behind this new strategy is to promote responsible fishing to benefit from it in a sustainable manner, and to protect the

Indian Ocean from massive and destructive illegal fishing practices. (Image: Conservation)

To power its fight against illegal fishing, the Indian Ocean Commission (IOC) is investing more than Euros 360,000 of subsidy in a single system, prepared over a 3-year period by Comoros, Reunion, Madagascar, Mauritius and Seychelles.

This system has been put in place with the financial support of European Union, based on the exchange of data in the Indian Ocean.

The Indian Ocean sector of sea fishing is a major economic and social pillar for IOC member states, with thousands of jobs directly depending on it as it constitutes a basis for food security.

The aim behind this new strategy is to promote responsible fishing to benefit from it in a sustainable manner, and to protect the Indian Ocean from the massive and destructive illegal fishing practices which plunders so many other oceans of the planet.

Besides the joint patrols which are working efficiently, the member of IOC will also share satellite data for tracking fishing vessels, thanks to the system of maritime geo-information which has contributed towards greatly strengthening regional maritime surveillance.

Xavier Nicolas, IOC coordinator for monitoring missions for fisheries, stated that fishery resources in the region are shared.

"Nobody owns it, but everyone is responsible for it," he added.

Since 2007, the member of the IOC have organized regional missions in a maritime region of 5.5 million square kilometers, twice the area of the Mediterranean Sea. They have now decided to share satellite data from fishing vessels by establishing a regional tool for monitoring and control of data received.

The protocol was signed in Antananarivo by Rasolonjatovo Harismandim, the Director of Madagascar's Fisheries Monitoring Centre.

This system is also expected to contribute to the fight against piracy and strengthen the maritime security of the region.

Madagascar's Fisheries Monitoring Centre and its antenna bodies are major players in this regional strategy.

"In a few days, the patrol Atsantsa will take over a Seychelles vessel currently on a mission to hunt illegally fishing in the region," says Rasolonjatovo Harismandimby.

http://africamoney.info/ioc-members-increase-collaboration-in-fight-against-illegal-fishing/

ION NEWS

Indian Ocean Commission members increase collaboration in fight against illegal fishing

2014 February 26



against illegal fishing, the Indian Ocean Commission (IOC) is investing more than 360,000 euros of subsidy in a single system, prepared over a 3-year period by Comoros, Reunion, Madagascar, Mauritius and Seychelles.

This system has been put in place with the financial support of European Union, based on the exchange of data in the Indian Ocean.

The Indian Ocean sector of sea fishing is a major economic and social pillar for IOC member states, with thousands of jobs directly depending on it as it constitutes a basis for food security.

The aim behind this new strategy is to promote responsible fishing to benefit from it in a sustainable manner, and to protect the Indian Ocean from the massive and destructive illegal fishing practices which plunders so many other oceans of the planet.

Besides the joint patrols which are working efficiently, the member of IOC will also share satellite data for tracking fishing vessels, thanks to the system of maritime geo-information which has contributed towards greatly strengthening regional maritime surveillance.

Xavier Nicolas, IOC coordinator for monitoring missions for fisheries, stated that fishery resources in the region are shared. *"Nobody owns it, but everyone is responsible for it,"* he added.

Since 2007, the member of the IOC have organised regional missions in a maritime region of 5.5 million square kilometers, twice the area of the Mediterranean Sea. They have now decided to share satellite data from fishing vessels by establishing a regional tool for monitoring and control of data received.

The protocol was signed in Antananarivo by Rasolonjatovo Harismandim, the Director of Madagascar's Fisheries Monitoring Centre.

This system is also expected to contribute to the fight against piracy and strengthen the maritime security of the region. Madagascar's Fisheries Monitoring Centre and its antenna bodies are major players in this regional strategy.

"In a few days, the patrol Atsantsa will take over a Seychelles vessel currently on a mission to hunt illegally fishing in the region," says Rasolonjatovo Harismandimby.

Image (Conservation): The aim behind this new strategy is to promote responsible fishing to benefit from it in a sustainable manner, and to protect the Indian Ocean from massive and destructive illegal fishing practices.

http://ionnews.mu/indian-ocean-commission-members-increase-collaboration-fight-illegal-fishing-2602/

Le Defi 24/02/2014



Lutte contre la pêche illégale

Les États membres de la COI augmentent leur collaboration

La pêche illégale a deux conséquences. Tout d'abord, les stocks de poissons sont menacés, et c'est toute la filière pêche des États concernés qui est menacée. Plusieurs dizaines de milliers d'emplois sont directement concernés selon la Commission de l'océan Indien (COI). « Les ressources halieutiques de la région sont partagées. Personne n'en est propriétaire, mais tout le monde en est responsable », explique Xavier Nicolas, coordonnateur des missions de surveillance des pêches à la COI.

C'est dans ce contexte que les États membres de la COI, Madagascar, Maurice, les Seychelles, l'Union des Comores et la France pour La Réunion, se sont alliés pour lutter contre ce fléau. Cela passe, notamment, par l'échange de leurs informations issues de leurs propres surveillances des eaux territoriales qui s'étalent sur un total de 5,5 millions de kilomètres carrés. C'est ainsi que le 14 février dernier, ces États membres ont signé un protocole d'accord à Antananarivo, Madagascar.

Selon Xavier Nicolas, des patrouilleurs en mer se relaient depuis 2006, effectuant un total de 1 200 jours de surveillance. 450 navires de pêche ont été contrôlés, 40 infractions ont été relevées et 10 bateaux ont même été arraisonnés. Quatre de ces 10 navires arraisonnés ont été conduits à Port-Louis pour des poursuites légales. Ce sont majoritairement des bateaux de pêche qui viennent d'Asie, et notamment du Sri Lanka, qui sont en infraction.

Le coordonnateur de la COI estime que les eaux territoriales des États membres sont relativement peu victimes de la pêche illégale grâce, justement, à la surveillance accrue et au système d'information géo-maritime régional (SIGMA). « Ce système mutualisé entre différents pays, est une première dans le monde. Grâce à cela, les navires de pêche illégale évitent cette zone, car ils savent qu'ils ont toutes les chances d'être contrôlés. Les États membres de la COI ont une politique de tolérance zéro contre la pêche illégale », conclue Xavier Nicolas.

Patrice Donzelot

Economie

NEWSMADA
LES ACTUS DE MADAGASCAR

Foire internationale de Madagascar : la 9e édition ouvrira ses portes le 15 mai prochain

26 Février 2014



Considérée comme étant l'événement économique de l'année depuis déjà quelques années, la foire internationale de Madagascar (FIM) ouvrira ses portes le 15 mai prochain. Il s'agira de la 9e édition et, comme à chaque nouvelle édition, les organisateurs promettent d'apporter des innovations. Cette fois-ci sera ainsi proposée durant 4 jours, la plateforme B to B la plus

importante et la plus performante du Sud-ouest de l'Océan Indien. Etant d'envergure internationale, cet événement, devenu une réelle institution dans cette partie du monde, a suscité la rédaction l'année dernière de près de 275 articles parus dans la presse nationale, régionale et internationale. En effet, sa campagne médiatique aura rendu visible l'événement, notamment par l'intermédiaire des chaînes satellites, dans le monde entier.

«New deal»

Le retour à l'ordre constitutionnel redonne un espoir au secteur privé qui a beaucoup souffert durant ces cinq dernières années. Ainsi, le secteur privé se met en ordre de marche pour apporter sa contribution à ce « *new deal à la malgache* » annoncé, au profit d'un développement de Madagascar et de cette région indianocéanique pour y assurer une véritable relance économique.

De fait, quatre années durant, les nombreux participants à la FIM - soit un total cumulé de 1 457 participants - se sont exercés à préparer leurs projets d'investissement, lesquels sont aujourd'hui prêts à être mis en œuvre. A titre d'information, l'évaluation des IDE prêts à être investis immédiatement à Madagascar avoisine à ce jour les 15 milliards de dollars.

Un nouveau pôle de croissance

Le FIM a comme principal objectif d'améliorer l'offre exportable de Madagascar, objectif illustré par la devise « *Le Vita Malagasy (Made in Madagascar) s'ouvre au monde* ». Par ailleurs, il ambitionne également d'aider les pouvoirs publics et le monde entrepreneurial en activité dans la Grande île.

A noter que les organisateurs veulent également, à travers cet événement, favoriser l'émergence d'un nouveau pôle mondial de croissance avec Madagascar comme principal théâtre des opérations. En outre, il tente également de modifier positivement l'environnement des affaires pour renforcer les investissements et tendre vers un pragmatisme responsable pour opérationnaliser les projets d'entreprises pour que cet événement puisse être à nouveau l'expression d'une fierté venant du plus grand nombre.

http://www.newsmada.com/index.php/economie/35623-foire-internationale-de-madagascar--la-9e-edition-ouvrira-ses-portes-le-15-mai-prochain#.Uw3QQIVNiZQ

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Al-watwan du 26/02/2014

□□□□

MISSION BAD : L'ETAT INSISTE SUR L'ÉNERGIE ET L'APPUI INSTITUTIONNEL

DEVANT LES ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD), LE VICE-PRÉSIDENT EN CHARGE DES FINANCES A NOTAMMENT FAIT PART DES DIFFICULTÉS DU PAYS À AMORCER UN DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE À CAUSE DES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE. ''C'EST LA PRIORITÉ DES PRIORITÉS'', A SOULIGNÉ MOHAMED ALI SOILIHI.



Le Vice-président souhaire un accent particulier sur l'énergie et le renforcement des capacité nationales en matière de conception et de pilotage des projets de développement

Ph. Al-Watwan

Le chiffre 8 MILLIARDS

La BAD finance d'importants chantiers dans les secteurs de l'eau et de l'énergie. Une enveloppe de 20,1 millions de dollar (près de 8 milliards de francs comoriens) a été approuvée en septembre 2013 par le Conseil d'administration de l'institution. Il est notamment question d'appuyer l'entreprise Madji Na Mwendjé Ya Komor (Ma-Mwé) à améliorer ses capacités de production avec l'idée de réfléchir d'autres sources d'énergie moins polluantes en Union des Comores.

La mission de la Banque africaine de développement (BAD) poursuit ses rencontres et ses discussions avec la partie comorienne. La délégation est attendue ce mercredi matin à Moroni après un passage dans les îles de Mohéli et d'Anjouan *''pour s'imprégner de la réalité du pays''* et recueillir les doléances des uns et des autres.

Lundi, à peine arrivés, les administrateurs de la BAD ont, de prime abord, rencontré le vice-président en charge des Finances *''pour savoir les besoins des autorités''* et l'assistance dont elles attendent de l'institution financière continentale. *''Nous sommes là pour vous écouter monsieur le vice-president''*, a dit le porte parole de la délégation.

''C'est l'énergie qui nous préoccupe le plus, c'est la priorité des priorités'', a répondu Mohamed Ali Soilihi après avoir félicité la BAD pour son rôle déterminant (lire ci-dessous) dans la politique de désendettement menée ces deux dernières années par l'Union des Comores. ''Nous avons tourné la page de la dette, nous voulons maintenant aller vers l'investissement et le développement, or il ne peut pas y avoir de développement sans énergie''.

Devant ses hôtes, le vice-président, par ailleurs gouverneur de la BAD, a fait part des difficultés du pays à amorcer un vrai décollage économique, indiquant que les problèmes énergétiques compliquent le développement des initiatives économiques de base, les seules à pouvoir créer de la richesse et à offrir des revenus à des milliers de Comoriens vivant surtout en milieu rural.

''Il faut qu'on aille vite'', a encore souligné Mohamed Ali Soilihi *pour qui la mission arrive à Moroni ''au moment opportun''* où *''les Comores viennent de sortir de l'isolement''* après *''dix sept ans sous sanction''* de la BAD. *''Nous avons besoin de vous, nous venons de loin, nous venons de tourner une page et il est urgent d'aller vite sur-tout dans le secteur énergétique''*, a-t-il insisté.

> Les deux parties sont longuement revenues, entre autres, sur l'appui institutionnel et les capacités d'absorption des fonds de la BAD aux Comores.

Au cours des échanges qui ont duré deux heures, les deux parties sont longuement revenues, entre autres, sur l'appui institutionnel et les capacités d'absorption des fonds de la BAD aux Comores. Le vice-president a demandé *''la poursuite''* du projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) financé depuis 2009 par la BAD et qui est au cœur des réformes des administrations financières du pays. *''Le renforcement des capacités est nécessaire, c'est ce qui nous permettra de disposer de ressources humaines capables de mettre en œuvre et piloter les politiques sectorielles''*, a indiqué Mohamed Ali Soilihi.■

La directrice de l'Office du Tourisme des Seychelles met en avant les îles Vanille lors d'une conférence de l'OMT aux Bahamas

27 Février 2014



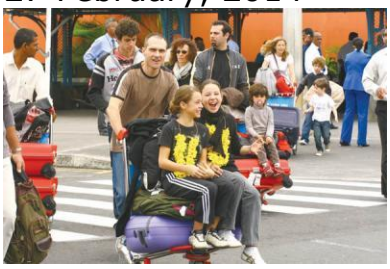
Sherin Naiken, la directrice de l'Office du Tourisme des Seychelles a été invitée à une conférence de l'Organisation mondiale du Tourisme (OMT) portant sur des petits États insulaires en développement et qui s'est tenue dernièrement aux Bahamas à Nassau.
La conférence avait ainsi pour thématique "*le tourisme comme un secteur clé pour le développement dans les Etats insulaires*" dans le sillage de l'intégration régionale et une meilleure connectivité aérienne entre les îles pour faciliter les voyages.
Les cinq axes stratégiques proposés lors de la déclaration finale à l'issue des travaux de la conférence internationale de l'Organisation mondiale du Tourisme (OMT) qui s'est déroulée à la Réunion en septembre 2013 ont été abordés pour préparer la troisième conférence internationale sur les petits États insulaires en développement qui doit avoir lieu en septembre 2014 aux îles Samoa dans le Pacifique.
Sherin Naiken, la directrice de l'Office du Tourisme des Seychelles a ainsi mis en avant, lors de cette conférence de l'OMT aux Bahamas, les îles Vanille (La Réunion, les Seychelles, Madagascar, l'île Maurice, les Comores, Mayotte et les Maldives) qui prônent depuis leur création en août 2010 le repositionnement de l'Océan Indien comme une destination

touristique et la cohésion de ces pays membres autour cet objectif commun.
http://www.indian-ocean-times.com/La-directrice-de-l-Office-du-Tourisme-des-Seychelles-met-en-avant-les-iles-Vanille-lors-d-une-conference-de-l-OMT-aux_a3237.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

TOURISME—SELON STATISTICS MAURITIUS: Le cap du million de visiteurs franchi en 2014

27 February, 2014



Une plus forte croissance est prévue pour cette année au niveau des arrivées touristiques, Statistics Mauritius anticipant une progression de 3,7 % avec un total de 1 030 000 visiteurs contre 2,9 % en 2013 (993 106 touristes). Les revenus du secteur pour 2014 sont estimés à Rs 44,5 milliards par la Banque de Maurice, soit une hausse de 9,7 % comparativement au montant de l'année précédente (Rs 40,5 milliards), marquée par une baisse de 8,6 %.

Dans son bilan de la performance de l'industrie touristique en 2013 publié ce matin, Statistics Mauritius relève que les arrivées ont augmenté de 27 665 pour atteindre 993 106, soit une croissance de 2,9%. Les deux principaux marchés de Maurice ont certes accusé une baisse (la France de 256 929 à 244 752, la Réunion de 144340 à 143 114), mais les autres ont enregistré des taux de croissance, à l'image de la République Populaire de Chine qui a affiché une hausse de 100,7 % avec un total de 41 913 touristes. Le Royaume Uni a fait un bond de 11,8 % (98 017 arrivées), l'Allemagne de 9,7 % (60 530), l'Afrique du Sud de 5,8 % (94 208) alors que l'Inde a réalisé une croissance de 3,7 % (57 255). Statistics Mauritius relève également la progression de 23,3 % du marché de la fédération russe avec 19 429 arrivées. Pour ce qui est des nuitées touristiques, le nombre a augmenté de 2,9 % pour se situer à 10 762 000, le séjour moyen d'un touriste étant estimé à 10,8 nuits. Le relevé officiel indique que 114 établissements détenaient des permis d'opération à fin décembre 2013 mais 107 étaient en opération à cette période, les sept autres étant fermés pour des travaux de rénovation. La capacité totale de l'ensemble

des hôtels en opération s'élevait à 12 376 chambres (25 105 lits). Le taux d'occupation des chambres dans tous les hôtels ayant un permis d'opération a atteint une moyenne de 63 % en 2013, ce qui représente une légère augmentation par rapport à la moyenne de 2012 (62 %). Par contre, le taux d'occupation moyen des lits n'a pas évolué, se stabilisant à 55 %. Dans les grands hôtels (ceux comptant plus de 80 chambres), les taux d'occupation des chambres et des lits sont également restés inchangés à 65 % et 57 % respectivement. Il est à noter que le nombre de chambres dans cette catégorie d'établissements hôteliers se chiffrait à la fin de l'année écoulée à 9 239 (18 799 lits).

Statistics Mauritius rapporte, par ailleurs, que le niveau des emplois dans le secteur touristique (restaurants, hôtels, agences de voyage, entre autres) n'a pas évolué pendant l'année se terminant en mars 2013, tournant autour de 28 400.

http://www.lemauricien.com/article/tourisme-selon-statistics-mauritius-cap-du-million-visiteurs-franchi-en-2014